

Le Palais des Nations, cœur de la Genève internationale, est à l'arrêt

Nations Unies

Diplomates et délégués ont déserté le siège européen de l'ONU en raison du virus. L'impact sur le tissu économique local sera lourd.

Depuis deux mois, le Palais des Nations est paralysé. Les couloirs sont déserts, les bureaux vides, les salles de conférences éteintes, les diplomates ne s'y croisent plus. À l'extérieur, les canards et les paons règnent en maîtres sur le parc de l'Ariana. En raison du Covid-19, à l'exception de l'OMS, toutes les agences onusiennes ont été contraintes de fonctionner au ralenti. Le fonctionnement de tout le système a été bouleversé.

En temps normal, entre 2000 et 2500 conférences et réunions internationales se tiennent chaque année à Genève. Ce qui s'accompagne de la venue de plus de 200'000 délégués du monde entier. Du jour au lendemain, tout s'est arrêté. Les portes de la Salle

des assemblées du Palais des Nations ou celles du Centre international de conférences de Genève (CICG) vont rester closes encore plusieurs semaines. L'Assemblée générale annuelle de l'OMS qui s'ouvre lundi se tiendra en ligne et ne durera que deux jours. Habituellement, des centaines de délégués venus du monde entier se retrouvent à Genève pour participer à cet événement.

Secteur hôtelier touché

«L'économie locale et son secteur de l'accueil avec ses hôtels subissent de plein fouet cette paralysie», constate Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce genevoise. Les chiffres donnent une idée du manque à gagner. Entre 2017 et 2018, les dépenses engagées par les organisations internationales se sont élevées à 6,3 milliards de francs. Plus de la moitié de ces dépenses, soit 3,53 milliards, sont effectuées en Suisse. Pour que la machine tourne à nouveau à plein régime, il va falloir attendre un peu. L'ONU et ses



La Salle des droits de l'homme, au Palais des Nations. UNOG

agences prévoient un redémarrage progressif de leurs activités.

«Un petit groupe de personnes va revenir travailler au Palais des Nations à partir de lundi. Pour la suite, nous allons suivre les préconisations de l'OMS et de l'État hôte. Normalement, on devrait pouvoir commencer à tenir à nouveau des réunions à partir du 15 juin, mais en respectant les mesures de distanciation physique», explique Alessandra Vellucci, cheffe de l'in-

formation du bureau de l'ONU à Genève.

«Nous allons commencer à voir le bout du tunnel», soupire Vincent Subilia. S'il s'inquiète des conséquences de cette crise sur le tissu économique local, il relève qu'elle peut aussi «servir de levier». «Le monde à besoin de Genève. Cet épisode sanitaire rend encore plus indispensable la concertation entre États. Nous restons la capitale de la gouvernance internationale.»

Un optimisme partagé par l'ancien diplomate suisse François Nordmann. «Avec cette pandémie, nous voyons bien que la coopération internationale est plus essentielle que jamais», relève ce dernier, qui ne croit pas aux négociations en ligne. «Certains imaginent qu'on va au-devant d'une société dématérialisée où le virtuel va se substituer au lien humain. Je ne le crois pas. Les diplomates ont besoin de se rencontrer physiquement pour se parler.»

Si le développement des visioconférences a ouvert de nouvelles perspectives, il en a aussi montré les limites. La traduction simultanée des échanges dans les six langues officielles de l'ONU pose de vraies difficultés techniques. Plusieurs États ont d'ores et déjà manifesté leur souhait de revenir au plus vite aux vraies réunions. Les travaux de la Conférence du désarmement et du Conseil des droits de l'homme ne sont pas près d'être dématérialisés. Genève devrait retrouver sa place. «Ce qui risque de changer, c'est l'ordre des priori-

tés», relève François Nordmann, qui s'interroge notamment sur l'avenir de la question climatique.

Inquiétudes des ONG

Avant la crise du Covid-19, les finances de l'ONU et de l'ensemble du système multilatéral étaient déjà exsangues. «Nous nous attendons à de nouvelles coupes», confirme Ian Richard, l'un des représentants des employés de l'ONU à Genève. L'inquiétude domine notamment du côté des ONG. La plupart fonctionnent avec les subsides versés par les États. L'impact budgétaire de la crise sur les finances publiques va les fragiliser. Un mauvais cap à passer. L'entier de cet écosystème est résilient. La Suisse y veille. Les travaux de rénovation du Palais des Nations ont repris il y a quelques jours et le Conseil fédéral a demandé au parlement, le 22 avril dernier, un prêt de 95,6 millions de francs pour participer à la reconstruction du siège de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à Genève. **Alain Jourdan**